TA NEA Les Relations Gréco-Turques, une Approche Critique et Comparative

La nouvelle phase des relations gréco-turques pose de nouvelles questions quant à la conduite des négociations pertinentes. Dans un passé historique proche, des négociations similaires ont eu lieu dans notre région élargie, auxquelles nous pouvons nous référer pour comprendre ce qu'il convient ou non de faire face à nos enjeux critiques.

L'Échec Palestinien

Le professeur et ancien ambassadeur Michel Foucher combine la théorie géopolitique avec la pratique diplomatique. Dans son livre récent *Conseiller le prince. À la lumière de la géographie politique*, il rassemble des articles et des rapports confidentiels relatifs aux grandes questions géopolitiques qui ont préoccupé la France. Dans le chapitre "Israël-Palestine", il présente et commente un rapport confidentiel (3-12-1998) issu de sa mission en Israël, qu'il a adressé à Hubert Védrine pour évaluer les perspectives du processus de paix. "L'absence de pensée géographique concrète... a longtemps été la faiblesse du mouvement national palestinien, qui fonctionnait avec plus de facilité lorsqu'il se référait au 'monde arabe 'et à la scène mondiale, d'où il attendait une reconnaissance". Il cite également le titre d'un article du Guardian (22.10.1998) relatif à l'accord de Wye River : *The Palestinian leader has been outwitted by Israeli mapmakers*.

De nombreux problèmes actuels découlent de l'asymétrie dans la perception des enjeux géographiques et cartographiques entre les Israéliens et les Palestiniens. En raison de ce déséquilibre, les Palestiniens ont échoué à poser les bases d'une situation territoriale favorable à la création d'un État palestinien. Au contraire, les Israéliens, grâce à leur supériorité géographique et cartographique, ont promu des données rendant la constitution d'une entité territoriale palestinienne extrêmement problématique. L'importance déterminante de la Géographie et de la Cartographie s'est à nouveau confirmée. Elle avait déjà été mise en évidence lors des négociations après la Première Guerre mondiale, qui ont défini la carte politique européenne.

Israël dispose d'une solide éducation géographique et de mécanismes cartographiques efficaces. Comme la tradition géographique française, l'école israélienne a maintenu sa tradition, même après la marginalisation de cette discipline dans le monde anglo-saxon. En parallèle, l'État d'Israël s'est efforcé de développer ses services cartographiques et d'enrichir les archives correspondantes, sur lesquelles il fonde ses revendications.

Les Palestiniens disposaient de peu de moyens pour faire face à la supériorité géographique et cartographique des Israéliens. Cependant, leur faiblesse ne se limitait pas uniquement à un manque de préparation scientifique et technique. Le principal désavantage résidait dans le fait que les rares Palestiniens familiers des paramètres géographiques étaient totalement marginalisés dans les processus de définition de la stratégie palestinienne. La direction palestinienne, sans culture géographique, considérait les géographes et cartographes comme des techniciens qui appliqueraient a posteriori certains principes généraux. Dans le livre

du géographe palestinien Khalid Tafakji, est également décrite l'irritation des dirigeants lorsqu'ils étaient confrontés aux désagréables enjeux territoriaux.

Les éléments présentés dans le livre de Michel Foucher jettent un nouvel éclairage sur le débat concernant la question palestinienne, car ils remontent aux racines des impasses actuelles. Aujourd'hui, il est dans l'intérêt d'Israël la création d un État palestinien, car toute autre évolution conduit à une instabilité continue ou à de sérieux problèmes politiques et moraux. Cependant, cette perspective a été sapée par les arrangements territoriaux imposés par la supériorité géographique israélienne et que l'aveuglement géographique palestinien n'a pas réussi à prévenir.

“D'abord le cadre, puis les cartes”

Un point commun entre les Grecs et les Palestiniens est le manque de culture géographique. Les deux peuples apprécient les généralisations idéologiques et les complexités juridiques. Dans son livre *Enjeux Géospatiaux*, Evangelos Livieratos expose clairement les faiblesses grecques en matière de Géographie et de Cartographie. L'expérience palestinienne doit donc nous interpeller, à l’approche des négociations avec la Turquie. Selon le journal *Kathimerini* (29-9-24), les ministres des Affaires étrangères des deux pays ont reçu l’instruction de mener les négociations en deux phases : « d'abord le cadre, puis (sic) les cartes ». Exactement comme le pensaient et agissaient les dirigeants palestiniens.

Bien entendu, la Grèce est un État organisé doté d'infrastructures techniques sérieuses. Elle ne peut être comparée au mouvement palestinien de la période 1995-2000, qui ne disposait pas de services cartographiques. L'excellent *Atlas des relations gréco-turques*, réalisé par Angelos Syrigos et Thanos Dokos, compile, cartographie et commente les données géographiques du conflit gréco-turc. Il s'appuie sur des informations fournies par des services compétents et efficaces. Après la publication de cet atlas, le ministère grec des Affaires étrangères a présenté une série de cartes similaires, largement diffusées en Grèce et à l’étranger.

Ces initiatives, bien qu'extrêmement utiles, ne suffisent pas à combler le déficit plus profond. La mobilisation de la Géographie à des fins politiques, c’est-à-dire la Géopolitique, requiert une approche globale et synthétique. Les décideurs politiques doivent avoir une vision géographique et être soutenus par une opinion publique qui comprend les enjeux géographiques. Les aspects techniques et les experts isolés éclairés ne suffisent donc pas. La stratégie doit s’appuyer sur une culture géographique solide.

En Grèce, cependant, l’éducation géographique a été reléguée au second plan dès le XIXe siècle, en raison des problèmes liés aux Balkans. Le discours historique a dominé, cherchant à atténuer les contradictions géographiques de la construction nationale. Certes, durant les guerres balkaniques et la Première Guerre mondiale, la direction grecque avait développé une solide perception géopolitique. Mais, durant la Guerre

froide, l'éducation géographique a été totalement abandonnée, car "d'autres pensaient pour nous". Le virage de la Grèce vers les questions européennes, dans le cadre de la construction européenne, a renforcé les approches juridiques et économiques au détriment de la Géopolitique. Ce virage se reflète dans les directions successives du ministère des Affaires étrangères, généralement issues du domaine juridique. Le ministère des Affaires étrangères ne dispose pas de service cartographique et géographique comparable, par exemple, à l'Office of the Geographer and Global Issues du Département d'État américain.

La Grèce rencontre donc des difficultés similaires à celles auxquelles les Palestiniens ont été confrontés. Notre direction politique ne dispose pas, ou ne donne pas l'importance nécessaire, aux conseillers géographiques ; elle se contente peut-être, voire excessivement, des juristes et, encore plus, des économistes. Il est possible que le grand virage international du "tout-économie" à la Géopolitique n'ait pas encore été pleinement perçu.

Un exemple de cette apathie géographique concerne les représentations géographiques. Lors des négociations, la communauté internationale tournera son regard vers notre pays. Elle jugera nos positions en fonction de la manière dont elle perçoit l'espace de la mer Égée, et exercera les pressions appropriées. La Turquie, visant à remodeler la perception internationale, a progressivement et méthodiquement promu l'image d'une prétendue injustice géographique : comment une mer entre deux ensembles territoriaux pourrait-elle être contrôlée uniquement par l'un des deux ? Notre pays, croyant que le Droit International le protège, sous-estime cette lutte géographique cruciale. Nous observons dans la presse internationale des cartes représentant la "Patrie Bleue", c'est-à-dire une mer Égée divisée en deux, sans faire aucun effort pour produire et promouvoir des cartes alternatives. Il y a un risque que, lors des négociations, nous ne parvenions pas à convaincre que ce qui est légal est aussi juste. Sans les enseignements et la mobilisation de la Géographie, bon nombre de nos certitudes seront contestées, comme cela s'est produit avec la question macédonienne.

La Turquie, derrière la discussion sur « le cadre », cache sans doute un arsenal géographique « pour les cartes », que nous découvrirons inévitablement avec retard. Cet arsenal turc sera lié à la « diplomatie publique » pour la « Patrie Bleue » ; il constituera une argumentation géographique globale à laquelle nous opposerons notre supériorité juridique. Cependant, devant le public international, le Droit International recule régulièrement face à la réalité géopolitique.

Michel Foucher

Géographe et diplomate, Michel Foucher a été professeur d'université depuis 2007, spécialisé en Géopolitique appliquée. Il a servi en tant que conseiller du ministre français des Affaires étrangères (1997-2002), chef du Centre d'analyse et de prévision du ministère français des Affaires étrangères (1999-2002), envoyé spécial dans les Balkans et le Caucase (1999) et ambassadeur en mission spéciale pour les questions européennes (2007). Il a dirigé le département des études à l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale à partir de 2010. Il entretient des liens étroits avec la Grèce, participant fréquemment à des conférences et autres

événements scientifiques et diplomatiques. Avec le professeur Georges Prevelakis, il organise régulièrement des séminaires intitulés "Dialogues gréco-français appliqués". Son livre, *Atlas - La Bataille des Cartes*, est publié en traduction grecque, servant d'ouvrage précieux pour les universités grecques.

L'amère expérience du cartographe palestinien

Khalil Tafakji, important spécialiste palestinien des questions géographiques, décrit sa rencontre avec la direction du mouvement à Jéricho (1995). "En m'invitant à Jéricho, les responsables du mouvement attendaient une description de la colonisation en Cisjordanie. Pour moi, cependant, c'était l'occasion de présenter sans détours notre situation… À Jéricho, la tension était palpable. Mais j'étais préparé. J'avais une occasion unique de laisser les cartes parler, et je sentais qu'il était de mon devoir de ne pas me laisser entraver par... le protocole. La réalité sur le terrain était difficile et l'avenir incertain… J'étais présent en tant que cartographe. Un simple technicien. Pourtant, au fur et à mesure que j'avançais dans ma présentation, mes interlocuteurs devenaient de plus en plus rigides. [Arafat] bougeait nerveusement ses jambes, et je pouvais discerner un léger tremblement sur ses lèvres. J'ai jugé bon de préciser que je m'exprimais en tant que cartographe. 'Je ne sais pas si quelqu'un vous a promis que vous aurez un État, mais je vous parle en fonction des cartes et, si nous étudions les cartes, il n'y a pas d'État palestinien… Vous n'avez rien.' 'Non! J'ai un État! ' m'a-t-il lancé sèchement, visiblement très choqué."

Khalil Tafakji et Stéphanie Maupas, *31º Nord, 35º Est. Chroniques géographiques de la colonisation israélienne*, Paris, La Découverte, 2020.